



Doc. 14857

06 avril 2019

Activités de la Présidente de l'Assemblée parlementaire entre la première et la deuxième partie de la Session ordinaire de 2019

Communication

Président de l'Assemblée

1. Activités principales

1.1. Activités de la Présidente entre le 19 janvier et le 25 février 2019

1.1.1. Première partie de la session ordinaire de 2019 de l'Assemblée parlementaire (21-25 janvier 2019)

La première partie de la session 2019 de l'Assemblée a été l'occasion de poursuivre le dialogue avec le Comité des Ministres, notamment dans le cadre du Comité mixte et de la réunion entre le Comité Présidentiel et le Bureau des Délégué·e·s des Ministres. La participation de M. Timo Soini, Président du Comité des Ministres et ministre finlandais des Affaires étrangères, a été particulièrement utile et appréciée. Il a été convenu de tenir la prochaine réunion entre le Comité Présidentiel et le Bureau des Délégué·e·s des Ministres à Paris, le 28 février 2019, et les Secrétariats respectifs ont été invités à élaborer des propositions concrètes de questions à examiner.

Par ailleurs, la visite à Strasbourg du Président finlandais, M. Sauli Niinistö, a été un moment fort de la session. Lors de la réunion bilatérale, nous avons débattu de la question des relations entre la Fédération de Russie et le Conseil de l'Europe, ainsi que de ses implications pour l'Assemblée parlementaire. J'ai remercié le Président de la Finlande – ainsi que la Présidence finlandaise du Comité des Ministres – pour leur engagement constructif en faveur de la poursuite du dialogue avec la Fédération de Russie. En outre, j'ai félicité la Finlande d'avoir donné la priorité à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et à la lutte contre le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes dans la sphère publique. J'ai été particulièrement intéressée par ce que m'a appris le Président sur son rôle en tant que défenseur du mouvement «Lui pour elle» dirigé par ONU Femmes. Dans ce contexte, j'ai partagé avec le Président des informations relatives à l'étude conjointe APCE – UIP sur le thème Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements, ainsi qu'à l'initiative #PasDansMonParlement de l'Assemblée.

En outre, l'événement en faveur de l'initiative #PasDansMonParlement, qui s'est déroulé dans l'hémicycle le 21 janvier 2019, a été une excellente occasion pour promouvoir l'étude conjointe APCE – UIP sur le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes au sein des parlements. À cet égard, je souhaiterais remercier toutes les personnes qui ont pris part à cet événement, ainsi que celles qui se sont fait prendre en photo au stand #PasDansMonParlement, dans le foyer de l'hémicycle. J'espère que les parlements de nos États membres se joindront au mouvement et organiseront des événements similaires au niveau national.

Enfin, la partie de session de janvier 2019 a été l'occasion de rencontrer un certain nombre de président·e·s de délégations nationales auprès de l'Assemblée dans le but de renforcer les liens et la coopération entre l'Assemblée et les parlements nationaux.



1.1.2. Visite de travail à Strasbourg (28-30 janvier 2019)

Lors de la visite, j'ai eu un échange de vues avec les Délégué·e·s des Ministres au cours duquel je les ai informé·e·s des résultats de la première partie de session de 2019 de l'Assemblée. Il m'importait tout particulièrement d'entendre leurs points de vue sur le renforcement des mécanismes de coopération institutionnelle entre l'Assemblée parlementaire et le Comité des Ministres.

Le 28 janvier 2019, j'ai rencontré M^{me} Maria Ubach, ministre des Affaires étrangères de la Principauté d'Andorre. Nous avons discuté de l'éducation à la citoyenneté démocratique et de l'égalité entre les femmes et les hommes. J'ai particulièrement apprécié le soutien exprimé par la ministre à l'initiative de l'Assemblée #PasDansMonParlement.

Au cours de ma visite, j'ai beaucoup apprécié la possibilité de prendre part à la rencontre des ambassadrices organisée par l'Ambassadrice de Norvège le 29 janvier 2019. Ce type de réunion offre une excellente occasion de discuter d'un large éventail de questions dans un cadre informel.

J'ai par ailleurs poursuivi la discussion sur les difficultés institutionnelles auxquelles est confrontée l'Organisation avec le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

1.1.3. Visite de travail à Strasbourg (6-7 février 2019)

Lors de cette visite, j'ai eu l'honneur de rencontrer M. Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne. Nous nous sommes entretenus de la fructueuse coopération qui lie l'Espagne et le Conseil de l'Europe, de l'alignement de l'Espagne sur l'Agenda 2030 des Nations Unies, en particulier quant à l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que de l'engagement de l'Espagne en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale. J'ai à cet égard informé M. Sánchez de l'état des relations entre l'Assemblée et le Parlement russe, et du dialogue intra-institutionnel entre le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire.

Cette visite m'a également permis de poursuivre le dialogue avec la Présidente des Délégué·e·s des Ministres et le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

1.1.4. Visite de travail à Strasbourg (12 février 2019)

Au cours de cette visite, j'ai notamment rencontré M. Stef Blok, ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas. Nous avons discuté des relations entre l'Assemblée et le Parlement russe, ainsi que des relations entre le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire. J'ai saisi cette occasion pour informer le ministre de la progression des discussions entre le Comité Présidentiel et le Bureau des Délégué·e·s des Ministres, en sollicitant son soutien dans ce processus. En outre, nous avons évoqué la suite donnée par l'Assemblée au rapport du Groupe d'enquête externe indépendant sur les allégations de corruption au sein de l'Assemblée parlementaire et j'ai informé M. Blok des mesures prises à cet égard et des réponses reçues des parlements nationaux.

J'ai eu par ailleurs, au cours de cette visite, une conférence téléphonique avec M. Timo Soini, Président du Comité des Ministres, ministre des Affaires étrangères de la Finlande. Nous avons notamment discuté des préparatifs de la prochaine réunion entre le Comité Présidentiel et le Bureau des Délégué·e·s des Ministres, qui se tiendra le 28 février 2019 à Paris.

1.2. Activités de la Présidente entre le 26 février et le 4 avril 2019

1.2.1. Conférence sur l'intelligence artificielle organisée dans le cadre de la Présidence finlandaise du Comité des Ministres (Helsinki, 26-27 février 2019)

Intervenant lors de la Conférence à haut niveau intitulée «Maîtriser les règles du jeu — l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit», j'ai appelé à davantage prendre en considération la dimension des droits humains, de manière à analyser les implications – et les risques – que les défis technologiques peuvent faire peser sur nos institutions démocratiques, nos libertés fondamentales et l'État de droit. Je suis convaincue que le Conseil de l'Europe est idéalement placé pour lancer cette idée et la mettre en œuvre.

Par ailleurs, j'ai évoqué le travail de l'Assemblée sur les aspects de droits humains dans le cadre de l'intelligence artificielle et souligné que la Sous-commission sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme nouvellement créée pouvait fournir un lieu d'échanges entre responsables politiques et expert·e·s

sur les nouveaux défis et les pratiques émergentes dans les États membres. J'ai aussi insisté sur la nécessité de développer des règles communes sur certains aspects de l'utilisation de l'intelligence artificielle et souligné le rôle que les parlementaires devraient jouer dans ce processus.

En marge de la Conférence, j'ai eu un échange de vues fructueux avec les représentant·e·s de la Présidence finlandaise du Comité des Ministres. Nous avons évoqué la question du dialogue entre le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire, les relations avec la Fédération de Russie et la préparation de la Session ministérielle d'Helsinki.

1.2.2. Réunions de l'Assemblée: Comité Présidentiel, y compris une réunion avec le Bureau des Délégué·e·s des Ministres, le Bureau et la Commission permanente (Paris, 28 février – 1^{er} mars 2019)

Le 28 février 2019, le Comité Présidentiel de l'Assemblée a tenu un échange de vues avec le Bureau des Délégué·e·s des Ministres, auquel a participé M. Timo Soini, Président du Comité des Ministres et ministre finlandais des Affaires étrangères ainsi que le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Nos discussions ont porté sur quatre thèmes: les moyens de renforcer le dialogue entre le Comité des Ministres et l'Assemblée; la réponse du Conseil de l'Europe lorsque des États membres ne respectent pas leurs obligations et engagements statutaires; le fonctionnement des mécanismes de suivi de l'Organisation, ainsi que les moyens de garantir durablement la viabilité financière de l'Organisation. La participation du Président du Comité des Ministres et du Secrétaire Général à cette discussion a été particulièrement utile et appréciée.

J'ai ensuite informé le Bureau de l'Assemblée et la Commission permanente du contenu de ces discussions.

La réunion de la Commission permanente du 1^{er} mars 2019 a été l'occasion d'un échange de vues sur la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) et sur la question de la violence envers les femmes en général, avec la participation de M^{me} Feride Acar, Présidente du Groupe d'expert·e·s sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), et de M^{me} Dubravka Šimonović, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences. M^{me} Acar a, en particulier, informé la Commission permanente de l'impact positif de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, citant plusieurs exemples empruntés à la pratique d'États membres du Conseil de l'Europe. Cela étant, elle a souligné que l'hostilité à l'égard de cette convention avait nui au processus de ratification. Elle a appelé les parlementaires à unir leurs efforts pour faire de la Convention d'Istanbul une priorité politique, combattre les discours négatifs à son sujet, mobiliser des soutiens pour sa ratification et garantir sa mise en œuvre concrète.

M^{me} Šimonović a apporté une vision globale de la situation concernant la violence envers les femmes. Elle a partagé avec la Commission permanente les conclusions de son rapport thématique sur la violence envers les femmes en politique, présenté à l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, en octobre 2018. M^{me} Šimonović a détaillé ses recommandations spécifiques aux parlements, dans lesquelles ces derniers sont encouragés à légiférer afin de protéger les femmes dans le domaine de la politique contre les violences, y compris les violences en ligne, et à utiliser leur pouvoir de contrôle pour veiller à la stricte application de la législation adoptée. Elle a aussi appelé les parlementaires à adopter de nouveaux codes de conduite indiquant clairement qu'aucun cas de harcèlement sexuel, d'intimidation ou de toute autre forme de violence contre les femmes en politique ne saurait être toléré au parlement.

Dans mes conclusions, j'ai défendu l'idée d'une société égalitaire, respectueuse des droits des femmes et des hommes, et rappelé l'initiative #PasDansMonParlement, lancée fin 2018 afin de combattre le sexisme et le harcèlement au sein des parlements et dans toutes les sphères de la société.

1.2.3. Réunion de la commission des questions politiques et de la démocratie (Paris, 5 mars 2019)

Lors de la réunion de la Commission des questions politiques et de la démocratie, le 5 mars 2019, j'ai pris part à un échange de vues avec la représentante de la Présidence finlandaise, M^{me} Nina Nordström, Directrice de la politique en matière de droits humains au ministère des Affaires étrangères de la Finlande, dans le cadre de la préparation, par M. Tiny Kox, du rapport sur le rôle et la mission de l'Assemblée parlementaire. Dans mes commentaires, j'ai insisté sur trois aspects: la rationalisation des activités de l'Assemblée, le suivi des textes qu'elle adopte et le dialogue entre le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire. J'ai notamment informé la commission des discussions en cours entre le Comité Présidentiel et le Bureau des Délégué·e·s des Ministres.

En marge de cette réunion, j'ai rencontré M. Jean-Marc Séré-Charlet, directeur adjoint de la Direction des Nations Unies, des organisations internationales, des droits de l'homme et de la francophonie du ministère des Affaires étrangères de la France. Nous avons évoqué en particulier les préparatifs de la Présidence française du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et le dialogue entre le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire.

1.2.4. 63^e Session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (New York, 11-14 mars 2019)

Du 11 au 14 mars 2019, j'ai participé à la 63^e Session de la Commission de la condition de la femme (CSW63) au siège de l'ONU à New York.

Outre ma participation à la session plénière de la Commission, j'ai pris part à l'atelier sur l'impact du sexisme, du harcèlement et de la violence sur les femmes parlementaires, organisé conjointement par le Conseil de l'Europe, l'Union interparlementaire et la Finlande dans le cadre de la Présidence finlandaise. Dans mon intervention, j'ai attiré l'attention sur les statistiques contenues dans l'étude conjointe de l'Assemblée parlementaire et de l'Union interparlementaire sur cette question. J'ai souligné que le sexisme, le harcèlement et la violence envers les femmes sont présents dans tous les secteurs de la vie et que les parlements ne sont hélas qu'un microcosme de la société.

Les débats lors de la session plénière, et de nombreuses manifestations parallèles auxquelles j'ai assisté, ont été l'occasion d'affirmer haut et fort que le sexisme, le harcèlement et la violence contre les femmes sont inacceptables. Il existe une forte volonté de réagir et de sensibiliser par des messages clairs, comme le mot d'ordre récurrent de «faire reculer le recul» ou l'appel à reconnaître les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes comme «la plus grande escroquerie de tous les temps».

De plus, lors de mes entretiens bilatéraux, j'ai insisté sur les mesures qui pourraient être prises pour promouvoir la ratification et la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) et pour soutenir l'initiative de l'Assemblée #PasDansMonParlement, qui vise à mobiliser les parlements afin qu'ils agissent immédiatement pour éradiquer le sexisme et la violence. J'ai souligné que cette «initiative mot-dièse» pouvait d'ailleurs se décliner dans presque tous les domaines: #PasDansMonBureau, #PasDansMaVille, etc.

Lors de ma visite à New York, j'ai pu évoquer ces questions non seulement avec de nombreux participant·e·s, mais aussi avec le Secrétaire Général des Nations Unies, M. António Guterres, et des représentant·e·s de nombreuses organisations internationales. Il est à noter que j'ai également pu discuter de diverses autres questions relatives aux droits humains avec des ambassadrices et ambassadeurs ou avec leurs représentant·e·s auprès de l'ONU, ce qui a permis de situer le retour en arrière contre les droits des femmes dans le contexte d'une réaction plus générale contre les droits humains et le multilatéralisme.

La liste des personnalités rencontrées lors de ma visite à New York se trouve au Chapitre IV. Personnalités rencontrées, ci-dessous.

1.2.5. Réunion conjointe du Comité Présidentiel et du Bureau élargi de la Commission de Venise (Venise, 16 mars 2019)

Cette réunion s'est tenue dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Assemblée parlementaire et la Commission de Venise. Dans mon intervention, j'ai salué l'excellente coopération qui existe entre l'Assemblée parlementaire et la Commission de Venise, soulignant que l'Assemblée était l'une des «meilleurs clients» de la Commission de Venise. J'ai remercié les expert·e·s de la Commission pour la promptitude et le professionnalisme avec lesquels ils/elles répondent aux demandes d'avis de l'Assemblée. Entre autres sujets, nous avons débattu de la manière d'améliorer les suites données aux avis de la Commission de Venise, de répondre aux nombreuses atteintes à l'État de droit dans nos États membres et de donner suite à la Résolution 2251 (2019) de l'Assemblée sur la mise à jour des lignes directrices pour garantir des référendums équitables, ainsi que de la coopération dans le domaine de l'observation d'élections. Par ailleurs, j'ai aussi informé la Commission de Venise de la situation concernant les relations entre l'Assemblée parlementaire et le Parlement russe.

1.2.6. Visite officielle en Arménie (26-28 mars 2019)

À l'invitation de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie, je me suis rendue à Erevan du 26 au 28 mars 2019. Au terme de ma visite officielle, j'ai félicité le peuple arménien et les autorités du pays qui ont su mener, de manière pacifique et démocratique, une transition politique faisant suite à une profonde réforme du système de gouvernance du pays. J'ai souligné qu'il était important que cette transition se soit déroulée pacifiquement et dans le respect du cadre constitutionnel et législatif en vigueur.

À ce sujet, j'ai insisté sur la nécessité de continuer de renforcer les institutions démocratiques. Cela vaut tout particulièrement pour le Parlement, qui joue maintenant un rôle essentiel dans le processus politique. Aussi ai-je encouragé le Parlement à jouer pleinement le nouveau rôle qui lui est dévolu, à adopter les lois nécessaires et à exercer un contrôle démocratique sur l'action du gouvernement. J'ai souligné que toutes les forces politiques du pays devaient assumer pleinement leurs responsabilités, en engageant un débat démocratique constructif, et que la majorité avait en particulier le devoir de respecter les droits de l'opposition.

Évoquant la question de la réforme, j'ai souligné que le Gouvernement se trouvait confronté à un défi politique majeur, devant mener des réformes dans des domaines aussi importants que l'indépendance de la justice, la politique pénale, la lutte contre la corruption, l'autonomisation économique ou encore le secteur social. J'ai assuré à mes interlocutrices et interlocuteurs arméniens au plus haut niveau qu'elles et ils pouvaient compter sur le soutien du Conseil de l'Europe, en particulier dans le cadre du Plan d'action 2019-2022.

L'égalité entre les femmes et les hommes, l'autonomisation des femmes et la lutte contre les violences envers les femmes ont aussi été des thèmes de mes discussions. J'ai noté que l'Arménie avait pris des mesures importantes dans ce domaine, parmi lesquelles la signature, en janvier 2018, de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

La volonté clairement affichée des autorités de ratifier la Convention est un signe encourageant et je soutiens les mesures concrètes prises dans ce sens, parmi lesquelles l'élaboration d'une Stratégie pour l'égalité et les discussions sur les améliorations à apporter au cadre juridique relatif à la protection contre les violences envers les femmes et à la lutte contre ces violences. Je tiens à saluer tout particulièrement les projets du ministère du Travail et des Affaires sociales visant à renforcer la capacité économique des femmes, de même que les actions menées par l'institution du médiateur et la société civile. À ce sujet, j'ai présenté l'étude conjointe APCE-UIP sur «le sexisme, le harcèlement et la violence envers les femmes dans les parlements d'Europe» et l'initiative #PasDansMonParlement, encourageant les partenaires arméniens à se joindre à ce processus et formulant l'espoir que cette initiative soit étendue à d'autres secteurs, comme la fonction publique, le monde économique, les universités, etc.

Enfin, j'ai remercié les autorités arméniennes et la Ville d'Erevan pour l'inauguration d'une place de l'Europe dans la capitale du pays à l'occasion du 70^e anniversaire du Conseil de l'Europe.

La liste des personnalités rencontrées lors de ma visite en Arménie se trouve au Chapitre IV. Personnalités rencontrées, ci-dessous.

1.2.7. Réunion du Comité Présidentiel avec le Bureau des Délégué·e·s des Ministres (Helsinki, 3 avril 2019)

Le 3 avril 2019, le Comité Présidentiel a tenu un échange de vues avec le Bureau des Délégué·e·s des Ministres, en présence de M. Timo Soini, Président du Comité des Ministres et ministre des Affaires étrangères de la Finlande et avec la participation du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Profitant de leur présence à Helsinki, M. Sauli Niinistö, Président de la Finlande, a également reçu les membres du Comité Présidentiel.

1.2.8. Participation à la 36^{ème} Session plénière du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux (Strasbourg, 4 April 2019)

Le 4 avril 2019, à l'invitation du Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, je me suis adressée aux membres du Congrès à l'occasion de sa 36^e Session. Mon discours a porté sur le rôle et l'avenir de notre Organisation à la veille de son 70^e anniversaire. J'ai ainsi mis l'accent sur l'importance du dialogue et de la coopération afin de surmonter les défis auxquels nous sommes confronté·e·s et de poursuivre l'objectif au cœur de notre organisation: la construction d'un espace commun de protection et de promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains. Dans ce contexte, j'ai rendu hommage au rôle des représentantes et représentants locaux et régionaux dans la réponse aux défis d'aujourd'hui et à la valeur ajoutée de la dimension territoriale de la démocratie européenne.

Ma participation aux travaux du Congrès a aussi été l'occasion de m'entretenir bilatéralement avec son Président, M. Anders Knape. Lors de cette réunion, nous avons évoqué la situation budgétaire du Conseil de l'Europe, les relations avec la Fédération de Russie, ainsi que les synergies que nos deux Assemblées pourraient développer dans deux domaines en particulier: la contribution à la réalisation des objectifs de développement durable, et la lutte contre les violences faites aux femmes. Dans ce contexte, j'ai invité le Président du Congrès à soutenir mon initiative #PasDansMonParlement et à promouvoir des actions similaires, telles que #PasDansMonCongrès, #PasDansMaVille, #PasDansMaRégion.

2. Discours

- Discours d'ouverture de la première partie de la Session ordinaire de 2019 (Strasbourg, 21 janvier 2019)
- Discours de présentation de l'initiative #PasDansMonParlement (Strasbourg, 21 janvier 2019)
- Discours lors de la cérémonie de commémoration du 20^e anniversaire de la création de l'Institution du Commissaire aux Droits de l'Homme (Strasbourg, 22 janvier 2019)
- Discours à l'occasion de la Journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste (Strasbourg, 23 janvier 2019)
- Discours lors de la cérémonie des Vœux du Maire de la ville de Strasbourg (Strasbourg, 23 janvier 2019)
- Discours lors de la cérémonie de lancement du livre «Une certaine idée de la justice» de Dick Marty, membre honoraire de l'Assemblée (Strasbourg, 24 janvier 2019)
- Allocution lors de la Conférence de haut niveau intitulée «Maîtriser les règles du jeu – l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit», organisée dans le cadre de la Présidence finlandaise du Comité des Ministres (Helsinki, 26-27 février 2019)
- Mots d'introduction à la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire (Paris, 1^{er} mars 2019)
- Intervention lors de l'événement «Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes parlementaires» organisé en marge de la 63^e Session de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme (New York, 12 mars 2019)
- Discours prononcé lors du déjeuner informel offert par M. l'Ambassadeur Jürg Lauber, Représentant Permanent de la Suisse auprès des Nations Unies (New York, 14 mars 2019)
- Mots d'introduction à la réunion conjointe entre le Comité Présidentiel et le Bureau élargi de la Commission de Venise (Venise, 16 mars 2019)
- Intervention sur «La démocratie, une valeur à renforcer» au Forum annuel de la Planta (Lycée-Collège de la Planta, Sion, Valais, 25 mars 2019)
- Allocution prononcée lors de l'ouverture de la session plénière de l'Assemblée Nationale de la République d'Arménie (Erevan, 27 mars 2019)
- Remarques introductives de la table ronde sur l'égalité entre femmes et hommes co-organisée par le Bureau du Défenseur des droits humains de l'Arménie et le Bureau des programmes du Conseil de l'Europe en Arménie (Erevan, 28 mars 2019)
- Allocution prononcée lors de l'inauguration de la Place de l'Europe à Erevan (28 mars 2019)
- Discours prononcé lors de la 36^e Session du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux (Strasbourg, 4 April 2019)

3. Communiqués de presse

- Réélue, la Présidente rappelle la responsabilité statutaire de tous les acteurs du Conseil de l'Europe (21 janvier 2019)
- La proportion de femmes dans les délégations nationales de l'APCE plus élevée que dans les parlements nationaux (21 janvier 2019)
- Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes: #PasDansMonParlement (21 janvier 2019)

- «La mémoire de l'Holocauste doit continuer à guider notre action» (23 janvier 2019)
- La Présidente salue la ratification de «l'accord sur le nom» (25 janvier 2019)
- Intelligence artificielle: «il faut une approche plus sensible aux droits humains» (27 février 2019)
- La Présidente appelle à une mobilisation contre la violence à l'égard des femmes (8 mars 2019)
- Pour une reconnaissance officielle internationale des victimes de terrorisme (11 mars 2019)
- La Présidente à l'ONU: «Contre le recul» en matière d'égalité des sexes (15 mars 2019)
- La Présidente salue le bon fonctionnement des institutions démocratiques en Arménie (27 mars 2018)
- La Présidente félicite le peuple et les autorités arméniennes pour leur transition politique pacifique et démocratique (29 mars 2019)
- La Présidente salue les collectivités locales et régionales en tant que «gardiennes de la démocratie de proximité» (4 avril 2019)

4. Personnalités rencontrées

4.1. Première partie de la Session ordinaire de 2019 de l'Assemblée parlementaire (Strasbourg, 21-25 janvier 2019)

- M^{me} Petra De Sutter, Présidente de la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles, Belgique
- M. Andrius Kubilius, candidat au poste de Secrétaire Général du Conseil de l'Europe (Lituanie)
- M^{me} Asako Osaki, Experte en émancipation des femmes et des hommes (Policy and advocacy expert specializing in gender mainstreaming and empowerment of women and men) (Japon)
- M^{me} Dora Bakoyannis, candidate au poste de Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, membre de la délégation grecque auprès de l'Assemblée parlementaire
- M. Emin Huseynov, Co-fondateur, Institut pour la liberté et la sécurité des journalistes (Azerbaïdjan)
- M. Timo Soini, ministre des Affaires étrangères de la Finlande, Président du Comité des Ministres
- M. Yuri Dzhiladze, Président, Centre pour le Développement de la démocratie et des droits humains; M^{me} Olga Zakharova, Directrice, Centre d'analyse des dossiers de liberté, M. Konstantin Baranov, Membre du Bureau, Mouvement international des jeunes pour les Droits humains, et M. Andrey Yurov, membre du Conseil, Initiative Civique Internationale pour l'OSCE (ICI OSCE), conseiller éducatif, Ecole internationale des droits humains et actions civiles (Fédération de Russie)
- M^{me} Maria Tomak, Coordinatrice, Initiative Médias pour les droits humains (Ukraine)
- M. Volodymyr Arieu, Président de la délégation ukrainienne auprès de l'Assemblée parlementaire
- M. Sauli Niinistö, Président de la Finlande
- M. Bouras Djamel, 3^e Vice-Président du Parlement Panafricain
- M. Ruben Rubinyan, Président, et des membres de la délégation arménienne auprès de l'Assemblée parlementaire
- M. Lamberto Zannier, Haut-Commissaire de l'OSCE sur les minorités nationales
- M^{me} Maryvonne Blondin, membre de la délégation française auprès de l'Assemblée parlementaire
- M^{me} Selin Sayek Boke, M. Haluk Koç, M. Yunus Emre, M. Ahmet Unal Çeviköz, membres CHP-SOC de la délégation turque auprès de l'Assemblée parlementaire
- M^{me} Amina Bouayach, Présidente du Conseil National des droits humains du Maroc
- M. Hişyar Özsoy et M^{me} Feleknas Uca, membres HDP de la délégation turque auprès de l'Assemblée parlementaire, ainsi que M. Ertuğrul Kürkçü, membre honoraire de l'Assemblée
- M. Marian Lupu, Président de la délégation moldave auprès de l'Assemblée parlementaire
- M. Dick Marty, membre honoraire de l'Assemblée parlementaire

- M. Oleh Liashko, membre de la délégation ukrainienne auprès de l'Assemblée parlementaire
- Journalistes locaux
- M^{me} Helen Keller, Juge (Suisse) à la Cour européenne des droits de l'homme

4.2. Visites de travail à Strasbourg (28-30 janvier, 6-7 and 11-12 février 2019)

- M^{me} Maria Ubach, ministre des Affaires étrangères de la Principauté d'Andorre
- M. Romain Goetz, illustrateur
- Membres des Délégué·e·s des Ministres
- M^{me} Satu Mattila-Budich, Présidente des Délégué·e·s des Ministres
- M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
- M. Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne
- M^{me} Aigul Kuspan, Ambassadrice de la République du Kazakhstan en Belgique
- M. Michele Giacomelli, Représentant Permanent de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe
- M. Mendel Samama, Rabbin, CIBR (Consistoire israélite du Bas-Rhin)
- M. Stef Blok, ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas

4.3. Conférence sur l'Intelligence Artificielle, organisée dans le cadre de la Présidence finlandaise du Comité des Ministres (Helsinki, 26-27 février 2019)

- M. Antti Häkkänen, ministre de la Justice, Finlande
- M^{me} Tiina Astola, Directrice Générale, Direction générale Justice et Consommateurs, Commission Européenne
- M. Paul Mahoney, ancien Juge à la Cour européenne des droits de l'homme
- M. Georg Stawa, ancien Président de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice du Conseil de l'Europe (CEPEJ)
- M^{me} Clara Neppel, Directrice Senior du Bureau européen, IEEE
- M. Tuomas Pöysti, Chancelier de Justice, Finlande
- M. Tõnis Saar, Secrétaire Général du ministère de la Justice, Estonie
- M. Pekka Puustinen, Sous-Secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères, Finlande
- M^{me} Nina Nordström, Directrice pour la politique des droits humains, ministère des Affaires étrangères, Finlande

4.4. Réunions de l'Assemblée: Comité Présidentiel (y compris réunion conjointe avec le Bureau des Délégué·e·s des Ministres), Bureau et Commission permanente (Paris, 28 février – 1^{er} mars 2019)

- M. Timo Soini, Président du Comité des Ministres, ministre des Affaires étrangères de la Finlande
- M^{me} Feride Acar, Présidente du Groupe d'expert·e·s sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO)
- M^{me} Dubravka Šimonović, Rapporteuse spéciale des Nations Unies chargée de la question de la violence envers les femmes, ses causes et ses conséquences
- M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
- M^{me} Gabriella Battaini-Dragnoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe

4.5. Réunion de la Commission des questions politiques et de la démocratie (Paris, 5 mars 2019)

- M^{me} Nina Nordström, Directrice pour la politique des droits humains, ministère des Affaires étrangères, Finlande
- M. Jean-Marc Séré-Charlet, Directeur adjoint, Direction des Nations Unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France, accompagné de M. Nathan Jobert, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

4.6. 63e Session de la Commission sur la condition de la femme des Nations Unies (New York, 11-14 mars 2019)

- M. António Guterres, Secrétaire Général, Nations Unies
- M^{me} Nina Nordström, Directrice pour la politique des droits humains, ministère des Affaires étrangères, Finlande
- M^{me} Purna Sen, Coordinatrice exécutive pour les femmes et porte-parole sur le harcèlement sexuel et d'autres formes de discrimination, Nations Unies
- M^{me} Gabriela Cuevas Barron, Présidente, Union interparlementaire
- M. Päivi Sillanaukee, Secrétaire Permanent du ministère des Affaires sociales et de la santé, Finlande
- M. Charles Ramsden, Président, Commission pour l'égalité de genre, Conseil de l'Europe
- M^{me} Dubravka Šimonović, Rapporteuse spéciale sur la violence envers les femmes, ses causes et conséquences, Nations Unies
- M^{me} Jane Connors, Défenseuse des droits des victimes, Nations Unies
- M. Andrew Gilmour, Directeur du Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'homme (HCDH) à New York
- M^{me} Ninette Kelley, Directrice du Bureau de liaison du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) à New York
- M. Omar Abdi, Directeur exécutif adjoint, UNICEF
- M. Markus Börlin, Ambassadeur et Consul Général de la Suisse à New York, ancien Ambassadeur de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe
- Membres de Human Rights Watch (HRW): M. Kyle Knight, Division LGBT, M^{me} Nisha Varia, Division Droits des femmes, M. Philippe Boloignon, Directeur adjoint du Plaidoyer mondial, M. Michael Bochenek, Division Droits des enfants, M^{me} Catherine Pilishvili, Représentante de la Division Europe et Asie centrale
- Dr Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)
- M. l'Ambassadeur Jürg Lauber, Représentant Permanent de la Suisse auprès des Nations Unies
- Ambassadrices et Ambassadeurs des missions permanentes auprès des Nations Unies des États membres du Conseil de l'Europe

4.7. Réunion conjointe du Comité Présidentiel et du Bureau élargi de la Commission de Venise (Venise, 16 mars 2019)

- M. Gianni Buquicchio, Président de la Commission de Venise, Conseil de l'Europe

4.8. Visite de travail à Strasbourg (19 mars 2019)

- M. Toma Galli, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent de la Croatie auprès du Conseil de l'Europe
- M^{me} Elena Jimenez, Membre du Conseil d'Administration, et M. Miquel Castres, avocat, Òmnium Cultural International Team, Espagne

- M. Panayiotis Beglitis, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant Permanent de la Grèce auprès du Conseil de l'Europe
- M. Rafael Ribó, Médiateur pour la Catalogne, Espagne, et M^{me} Judith Macaya, Directrice de Cabinet et de la Communication du Médiateur

4.9. Rencontre à Berne, Suisse (20 mars 2019)

- M. Manuel Manonelles Tarragó, Délégué du Gouvernement de la Catalogne, Espagne, en Suisse.

4.10. Conférence sur le Conseil de l'Europe en Valais, Suisse (Sion, 25 mars 2019)

- M. l'ancien Ambassadeur Georges Martin, Suisse
- M. Jean-Claude Rennwald, ancien Membre du Conseil National, Suisse

4.11. Visite officielle en Arménie (26-28 mars 2019)

- M. Zohrab Mnatsakanyan, ministre des Affaires étrangères, République d'Arménie
- M. Ararat Mirzoyan, Président de l'Assemblée Nationale, République d'Arménie
- Chef·fe·s des fractions "My step", "Prosperous Armenia", "Bright Armenia", et Chef·fe·s des Commissions permanentes Intégration européenne, Relations étrangères, Droits humains et affaires publiques, Questions d'État et juridiques
- M. Ruben Rubinyan, Président de la Commission permanente pour les Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, Président de la délégation arménienne auprès de l'Assemblée parlementaire
- M^{me} Zaruhi Batoyan, ministre du Travail et des affaires sociales, République d'Arménie
- M. Armen Sargsyan, Président, République d'Arménie
- M. Nikol Pashinyan, Premier Ministre, République d'Arménie
- M. Arman Tatoyan, Défenseur des Droits humains de la République d'Arménie et représentant·e·s de la société civile
- M. Stefano Lazzarotto, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Suisse auprès de la République d'Arménie
- Des Ambassadeurs d'États membres du Conseil de l'Europe en Arménie et des représentant·e·s d'organisations internationales

4.12. Réunion du Comité Présidentiel avec le Bureau des Délégué·e·s des Ministres (Helsinki, 3 avril 2019)

- M. Sauli Niinistö, Président de la Finlande
- M. Timo Soini, Président du Comité des Ministres, ministre des Affaires étrangères de la Finlande
- Membres du Bureau des Délégué·e·s des Ministres

4.13. Visite de travail à Strasbourg (Strasbourg, 4 April 2019)

- M. Andreas Knape, Président, Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux, Conseil de l'Europe
- M. Christian Meuwly, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant Permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe